



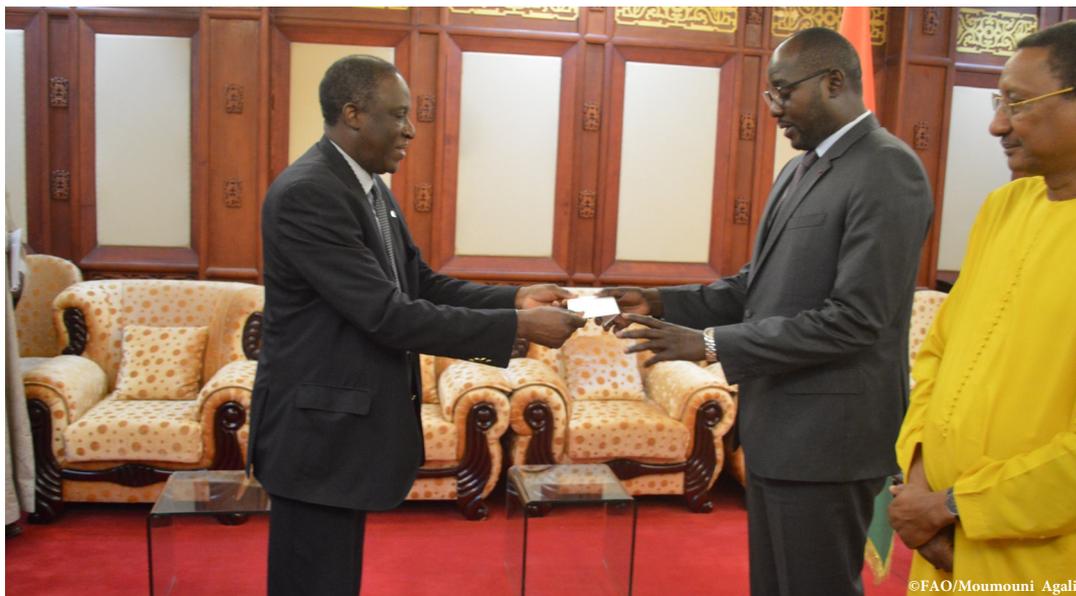
Bulletin bimestriel d'informations de la FAO Niger

25 mars 2018 - N° 5

Sommaire

- Signature d'une lettre d'entente de partenariat entre la FAO, le PAM et le G5 Sahel P. 2
- La FAO participe aux conférences du G5 Sahel et du CILSS P. 3
- Les Directeurs des urgences de la FAO et PAM s'informent sur les bonnes pratiques de leurs projets conjoints au Niger P. 3
- 3 665 797 personnes à soutenir pour la période de soudure 2018 au Niger P. 4
- Les états généraux du foncier rural proposent l'élaboration d'une politique foncière P. 4
- Culture du Quinoa au Niger, la plante s'adapte dans toutes les zones P. 5
- La FAO remet à l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte une unité mécanisée de récupération des terres dégradées P. 6
- Les communautés bénéficiaires du projet ACD réaffirment leur engagement en faveur de la gestion durable de l'environnement P. 7
- Le Nouveau Représentant de la FAO au Niger rencontre les partenaires P. 8

M. Attaher Maiga, le nouveau Représentant de la FAO au Niger

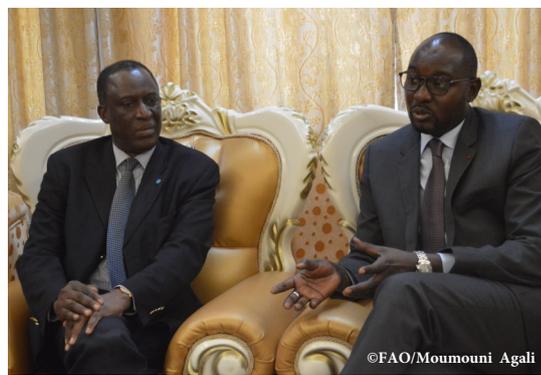


Le Nouveau Représentant de la FAO Niger M. Attaher Maiga remettant sa lettre d'accréditation au Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Etranger M. Ibrahim Yacoubou

Le nouveau Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Niger, M. Attaher Maiga, a remis le 9 février 2018 à Niamey à M. Ibrahim Yacoubou, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Etranger sa lettre d'accréditation par laquelle le Directeur Général de l'Organisation Dr José Graziano Da Silva le nomme en qualité de Représentant de la FAO.

Au cours d'un entretien entre les deux personnalités devant la presse, M. Ibrahim Yacoubou a affirmé que le Niger a besoin de l'appui de la FAO et compte sur elle pour parvenir à la « faim zéro » d'ici 2021. Il a ensuite indiqué que les autorités nigériennes au plus haut niveau apprécient positivement les efforts de l'organisation et saluent la signature en octobre 2017 du document cadre de programmation pays qui couvre la période 2017-2020. En réponse au Ministre, M. Attaher Maiga a affirmé que le Niger est un pays très important pour la FAO. C'est pour cela, a-t-il dit, que son organisation continuera à appuyer le gouvernement dans ses priorités qui cadrent avec le domaine d'intervention de la FAO. Il faut souligner que le nouveau Représentant de la FAO au Niger est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie rural et d'une maîtrise en agroéconomie. Il a aussi des diplômes d'études supérieures en gestion des ressources en eau et en développement rural intégré. Il possède également un certificat en microéconomie appliquée. Au titre des postes occupés, il a d'abord servi au Ministère malien de

l'agriculture avant d'être économiste, chargé de recherches à l'Université Laval, du Canada et analyste senior des politiques agricoles à Dairy Farmers of Ontario toujours au Canada. Il entre à la FAO en 2000 en tant que chargé des politiques au Bureau Régional pour l'Afrique (RAF) basé à Accra au Ghana. Pendant son séjour au RAF qui a duré une dizaine d'années, M. Attaher Maiga a travaillé avec la représentation du Niger et a effectué plusieurs missions d'appui. Il est nommé Représentant de la FAO au Lesotho, ensuite Représentant de la FAO au Rwanda, puis au Niger, un pays qu'il connaît aussi bien professionnellement que culturellement.



Entretien entre le Nouveau Représentant de la FAO à gauche et le Ministre des Affaires Etrangères de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Etranger.



Créée en 1977, la Représentation de la FAO au Niger est heureuse de célébrer son 40ème anniversaire

LE NIGER ET LA FAO

40 ans de partenariat
pour le développement
durable et la sécurité
alimentaire
et nutritionnelle

Actualité

Signature d'une lettre d'entente de partenariat entre la FAO, le PAM et le G5 Sahel



Le Représentant de la FAO à gauche, le Secrétaire Permanent de G5 Sahel au milieu et le Directeur Régional Afrique de l'Ouest et du Centre du PAM à droite signant la lettre d'entente le 4 février 2018 à Niamey

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le G5 Sahel ont procédé le 4 février 2018 à Niamey à la signature d'une lettre d'entente de partenariat technique pour mutualiser leurs efforts dans le souci partagé d'atteindre la résilience, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et faire face efficacement aux défis du changement climatique dans les pays membres de G5 sahel. Ce partenariat de trois ans permettra au secrétariat permanent du G5 Sahel de mettre en œuvre l'axe stratégique sur la « Résilience et développement humain » de son programme d'investissements prioritaires 2018-2020 dans les pays membres. Avec cette entente, la FAO et le PAM, à travers leurs appuis en ressources techniques et financières contribueront à combler les insuffisances des financements des réponses humanitaires et des projets de développement dans la zone où le nexus paix – sécurité - sécurité alimentaire - développement est nécessaire.

Le Secrétaire Permanent du G5 Sahel, M. Najim Elhadj Mohamed s'est réjoui de la signature de ce partenariat intervenue au moment où « *les Etats membres font face à des crises alimentaires et des défis du changement climatique. J'espère que la mise en œuvre de cette entente sera couronnée de succès.* »

Quant au Représentant de la FAO au Niger, M. Attaher Maiga, a, en agissant au nom du Représentant Régional de la FAO pour l'Afrique et au nom de la Coordinatrice de l'équipe sous régionale de la FAO pour la Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest, affirmé que « *la sécurité et la sécurité alimentaire vont ensemble. C'est pourquoi, nous mettons en commun nos compétences techniques pour atteindre la sécurité alimentaire dans la zone de G5 Sahel.* »

Réagissant à cette occasion, le Directeur Régional Afrique de l'Ouest et du Centre du PAM, M. Abdou Dieng dira que « *par ce partenariat, nous voulons saluer le leadership du G5 Sahel et l'aider à atteindre ses objectifs dans les domaines de la résilience, la sécurité alimentaire et nutritionnelle face au changement climatique.* ».

Les appuis techniques prévus

A ce niveau, la FAO et le PAM prévoient d'appuyer le G5 Sahel dans les domaines notamment de la formation de coalitions opérationnelles en vue de la mise en œuvre des activités de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cet appui technique couvrira aussi la participation aux processus de programmation et de suivi-évaluation, le renforcement et la mobilisation de l'expertise nationale et régionale dans la mise en œuvre de son programme, la documentation des bonnes pratiques de résilience, des études techniques et thématiques. Les appuis de ces deux agences des Nations Unies faciliteront l'implication des institutions sous régionales et régionales particulièrement le CILSS, la CEDEAO et l'UEMOA, les universités et centres de recherche dans l'analyse de la résilience, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des impacts des interventions et la diffusion des résultats. Ils renforceront les capacités des comités nationaux de coordination leur permettant de mieux suivre les coordinations sur les actions au niveau des Etats.

Les appuis financiers prévus

Ils serviront à l'accompagnement des réunions stratégiques, des ateliers de formation, de partage et des missions de haut niveau sur le plan international, régional et au niveau pays, à la formulation des projets du programme d'investissements prioritaires, à l'organisation des séances de plaidoyer avec les bailleurs et la communication des initiatives du G5 Sahel.

Créé le 16 février 2014 à Nouakchott en République Islamique de Mauritanie, le G5 Sahel regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad et est considéré comme un espace regroupant la plus grande concentration des menaces sur la paix, la sécurité et le développement. Il vise à garantir des conditions de développement et de sécurité dans l'espace des pays membres, à offrir un cadre stratégique d'intervention permettant d'améliorer les conditions de vie des populations, à allier le développement et la sécurité soutenus par la démocratie et la bonne gouvernance dans un cadre de coopération régionale et internationale mutuellement bénéfique et à promouvoir un développement régional inclusif et durable. Le G 5 Sahel contribue à la mise en œuvre des actions de sécurité et de développement dans les Etats membres grâce notamment au renforcement de la paix et la sécurité dans l'espace du G 5 Sahel. Il contribue aussi au développement des infrastructures de transport, d'hydraulique, d'énergie et de télécommunications, à la création des conditions d'une meilleure gouvernance dans les pays membres et au renforcement des capacités de résilience des populations en garantissant durablement la sécurité alimentaire, le développement humain et le pastoralisme.



©FAO/Moumouni Agali

Actualité

M. Bukar Tijani représente la FAO aux conférences du G5 Sahel et du CILSS au Niger



©FAO/Moumouni Agali

Le Représentant Régional de la FAO pour l'Afrique M. Bukar Tijani à gauche et M. Attaher Maiga Représentant de la FAO au Niger sortant du palais des congrès juste après la cérémonie d'ouverture de la conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel le 6 février 2018 à Niamey

Le Représentant régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Bukar Tijani a participé, au nom du Directeur Général de la FAO Dr José Graziano Da Sylva, aux conférences des chefs d'Etat et de gouvernements du G5 Sahel et du Comité Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) tenues du 6 au 7 février 2018 à Niamey.

Par cette participation, la FAO renouvelle son engagement à soutenir les efforts de ces deux organisations communautaires pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans le message du Directeur Général de la FAO qu'il a transmis à la 8^{ème} conférence des chefs d'Etats et de Gouvernement du CILSS, M. Bukar Tijani a affirmé que son organisation continuera à accompagner le CILSS dans l'introduction de l'agriculture intelligente adaptée au changement climatique et les nouvelles technologies d'irrigation capables d'économiser l'eau et l'énergie.

A cette occasion, la FAO a annoncé également son appui dans le domaine du renforcement des capacités et du savoir-faire des agriculteurs à ces nouvelles technologies. Aussi, la FAO compte orienter son appui dans les moyens de production durable et aidera à promouvoir le commerce transfrontalier, le développement des chaînes des valeurs et le système alimentaire.

Ce message de la FAO donne une réponse favorable aux préoccupations soulevées dans les différents discours des chefs d'Etat, de gouvernement et de leurs partenaires techniques et financiers qui ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer la résilience des populations en proie à la pauvreté et de leur assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui passent nécessairement par le développement d'une agriculture, d'un élevage et d'une irrigation performante.

Il faut rappeler que l'espace du G5 Sahel et du CILSS est confronté à la récurrence des crises alimentaires et nutritionnelles consécutives à la sécheresse et au changement climatique et l'insécurité provoquées par les attaques armées des groupes terroristes.

Les Directeurs des urgences de la FAO et du PAM s'informent sur les bonnes pratiques de leurs projets conjoints au Niger

S'informer sur la collaboration des agences basées à Rome et la crise pastorale en vue de conduire un plaidoyer pour la mobilisation des ressources susceptibles d'assurer le financement des projets d'urgence est l'objet de la visite conjointe du Directeur des Urgences de la FAO M. Dominique Bourgeon et de la Directrice des urgences du PAM Mme Denise Brown du 5 au 8 mars 2018 au Niger.

Accompagnés par les représentants de la FAO et du PAM entourés de leurs proches collaborateurs durant leur mission sur le terrain à Ouallam et à Zinder, les deux directeurs ont échangé avec les bénéficiaires, les autorités administratives et coutumières ainsi que les représentants des organisations pastorales et ont recueilli le maximum d'informations sur les changements pertinents induits par les activités conjointes et complémentaires des agences romaines.

Les sites visités à Ouallam sont le plateau de Darey où travaillent 1600 ménages très pauvres, le seuil de protection de la mare du village et le jardin maraicher où travaillent 200 exploitants. A Zinder, la mission a visité le site de Dantata où sont exécutées des activités de faucardage liées à la mare, d'empoissonnement et de maraichage, le vaste site de récupération des terres dégradées et mises en valeur de Danguéiza, le village de Taskatsaba des agropasteurs et le village de Katambadjé concerné par les activités de planification communautaires participatives.

Il ressort de toutes ces visites de sites et des échanges que les activités conjointes FAO-PAM-FIDA ont permis de sortir des ménages très pauvres de l'extrême pauvreté, de renforcer les moyens d'existence des communautés, d'augmenter l'espace agricole et d'acquérir le savoir-faire pour répondre aux défis de l'environnement local, de réduire la vulnérabilité des ménages, de lutter contre la vente des champs, l'exode rural et la migration.

Toutes ces informations recueillies serviront à alimenter un plaidoyer pour la mobilisation des ressources destinées à financer les projets de développement.

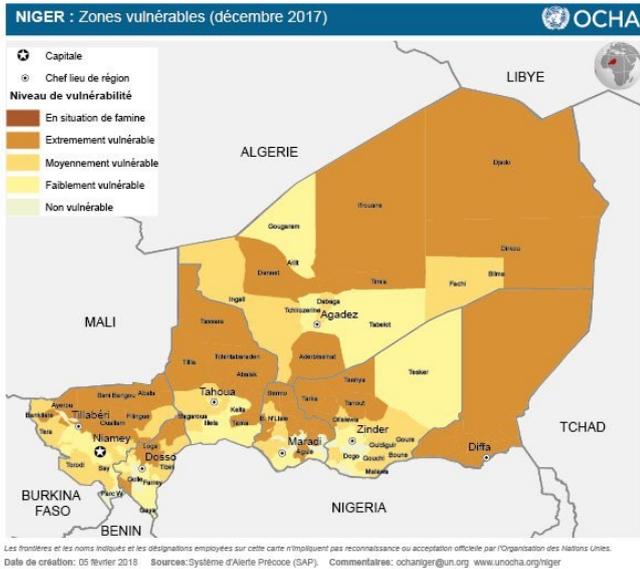


©FAO/Moumouni Agali

M. Dominique Bourgeon, directeur des urgences de la FAO à gauche et Mme Denise Brown, directrice des urgences du PAM sur le site de faucardage - mare de Dantata

Agriculture

3 665 797 personnes à soutenir pour la période de soudure 2018 au Niger



Le plan de soutien aux populations vulnérables du Niger 2018 a fait ressortir que la campagne agricole d'hivernage 2017 s'est caractérisée par une pluviométrie déficitaire avec de longues périodes sèches dans plusieurs localités du pays occasionnant des retards de croissance des cultures et baisses de rendements. La production céréalière 2017 est estimée à 5 853 010 tonnes. Le bilan céréalier brut est de l'ordre de 28 680 tonnes, soit un équilibre infime bien en dessous du bilan de 2016 qui était de l'ordre de 224 585 Tonnes.

Le plan rappelle que 162 zones ont été classées extrêmement et moyennement vulnérables regroupant 3.668 villages, campements et tribus, dont 82 dans une situation d'extrême vulnérabilité. Le bilan fourrager fait ressortir un déficit fourrager global de l'ordre de 10 940 993 TMS nécessitant cette année encore une intervention importante dans ce domaine.

Suivant les données du plan de soutien, l'année 2018 sera marquée par des hausses anormales des prix des céréales sur les marchés à partir de février. Des hausses qui devraient nécessiter la mobilisation d'importants moyens pour tenter de juguler l'impact de cette dernière sur les ménages pauvres du Niger.

Au total, ce sont 2 258 495 personnes en insécurité alimentaire sévère et modérée hors période de soudure et 3 665 797 personnes pendant la période de soudure qui devraient être soutenues par des interventions d'urgence ou de résilience adaptées.

Par ailleurs, 163 540 personnes réfugiées (Nigeria / Mali) et retournées seront également prises en compte ainsi qu'une assistance potentielle aux chocs probables à plus de 265 000 personnes victimes des inondations, de déplacements forcés et de la migration.

Le budget total du Plan de Soutien aux populations vulnérables du Niger 2018 s'élève à 181 421 909 683 FCFA. Il est décliné en 30 activités et 5 résultats majeurs.

Il convient de rappeler que le Plan de soutien est l'outil principal du Gouvernement pour la planification et la programmation des interventions en réponse aux besoins des populations dans les domaines de la Sécurité alimentaire, de la nutrition, et du pastoralisme. L'analyse du contexte et les activités de réponses qui y sont programmées ont été consolidées par le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) en collaboration avec ses partenaires puis approuvées par le Gouvernement.

Les états généraux du foncier rural proposent l'élaboration d'une politique foncière

Appuyés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres partenaires, les états généraux du foncier rural au Niger qui se sont déroulés du 13 au 16 février 2018 ont abouti à une note d'orientation et une feuille de route pour l'élaboration de la politique foncière. Il est attendu de cette politique qu'elle serve d'outil de gouvernance foncière pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle et un développement agricole durable.

Durant quatre jours, plus de 300 participants ont dressé un état de lieux de la gouvernance foncière et ont formulé des recommandations. Ils ont recommandé, entre autres, le maintien du statut et de la vocation de la zone pastorale, la mise en place d'un comité interministériel chargé de réviser et d'harmoniser tous les textes régissant le foncier rural, l'accroissement de l'inscription budgétaire de l'Etat pour une meilleure prise en charge des questions foncières, l'opérationnalisation des tribunaux du foncier rural, la création d'un observatoire national multi-acteurs sur le foncier rural, l'appui technique et financier du processus de formulation et de mise en œuvre de la politique foncière rurale nigérienne.

Dans son Discours d'ouverture, le premier Ministre M. Brigi Rafini a affirmé que la finalité des états généraux est de jeter les bases de l'élaboration d'une politique foncière qui doit « sauver l'agriculture familiale, donc de sécuriser le capital foncier familial, sécuriser l'accès des usagers aux ressources naturelles rurales renouvelables face aux chocs climatiques et aux différentes formes de spéculations dont celle de l'accapement de terres nées d'un agro-business non maîtrisé et d'un lotissement anarchique autour de nos villes, qui pourraient tôt ou tard être un fléau pour les campagnes et le monde rural ».

Dans son allocution, le Représentant Résident de la FAO au Niger M. Attaher Maiga a déclaré que les questions foncières font parties des activités prioritaires de la FAO dans ses efforts globaux visant à éradiquer la faim et à lutter contre la pauvreté, à moderniser et améliorer les pratiques agricoles, forestières et halieutiques pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous. Il a ensuite réitéré l'engagement de la FAO à continuer à partager avec le Niger, son capital d'expériences et d'expertises, pour une mise en œuvre coordonnée de toutes les initiatives afin d'améliorer la gouvernance foncière au Niger et pour toutes les actions visant à l'atteinte de l'objectif « Faim zéro » tel que prôné par l'Initiative 3N « les Nigériens nourrissent les Nigériens ».

Au Niger, les terres et les ressources naturelles se dégradent et subissent des pressions croissantes. Cette situation engendre un problème d'accès et provoque souvent des conflits violents surtout entre agriculteurs et éleveurs.



Table officielle de la cérémonie d'ouverture des Etats généraux du foncier rural au Niger

Agriculture

Culture du Quinoa au Niger, la plante s'adapte dans toutes les zones



Visite du site de culture du quinoa de Tarna dans la région de Maradi au stade de maturité.

L'expérimentation de l'adaptabilité du Quinoa s'est révélée positive au Niger. Conduite dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri sur respectivement les sites de Tarna, Konni et Tillakina situés en zone sahélienne, soudanienne et sahélo-soudanienne par l'institut National de Recherche Agronomique (INRAN) avec l'appui de la FAO, l'expérimentation a révélé que les variétés les plus adaptées sont le PUNO, l'INIA 420, le TITICACA et l'INIA 415 avec un rendement qui varie de 1 à 3 tonnes par hectare contre 800kg à l'hectare pour le mil, principale céréale cultivée au Niger. Les variétés PUNO et TITICACA sont les plus précoces avec un cycle de 90 jours en moyenne, INIA 415 et INIA 420 ont un cycle de 100 à 110 jours.

Il faut rappeler que le quinoa possède des valeurs nutritives et médicinales. C'est une plante herbacée de la même famille que les épinards et la betterave qui vient d'Amérique Latine où elle est cultivée traditionnellement au côté du haricot, de la pomme de terre et du maïs depuis plus de 5 000 ans. Comparé aux autres céréales et pseudo-céréales, le quinoa est riche en glucides, avec une plus grande teneur en fibres et en protéines. La haute teneur en fibre est importante pour améliorer sa digestibilité. Aussi, sa composition en protéines est très intéressante car il contient des acides aminés diversifiés. Il est également plus riche que la majorité des céréales en minéraux comme le cuivre, le manganèse, le fer, le magnésium et le zinc. Au plan médicinaux, le quinoa aurait des vertus pour prévenir des maladies telles que les maladies cardiovasculaires.



Graines de Quinoa cultivées au Niger

Témoignage de M. Zakari Oumarou, Gouverneur de la région de Maradi après sa visite sur le site de production de quinoa de Tarna situé dans le centre régional de recherche agronomique de l'INRAN (CERRA Maradi)



©FAO

« Le quinoa paraît très productif parce qu'on peut récolter jusqu'à 3 tonnes à l'hectare. Ce qui est différent de notre mil traditionnel qui donne difficilement une tonne à l'hectare même en culture améliorée. Alors en introduisant cette plante, je crois qu'on peut améliorer la production chez nos paysans. »

Témoignage de Dr. Boukary Habsatou, agronome sélectionneur en cultures maraichères, secrétaire permanent du Conseil National de la Recherche Agronomique du Niger, chercheur au département cultures irriguées.



©FAO/Moumouni Agali

« Le quinoa résiste à la sécheresse, c'est une plante qui n'est pas exigeante en eau et s'adapte plus à la saison sèche froide. Pendant la saison pluvieuse, elle ne résiste pas aux fortes précipitations. Elle se développe plus sur les terrains légers que sur les terrains lourds. La culture du quinoa peut se pratiquer dans toutes les régions du Niger, que ce soit en zone sahélienne, sahélo-sahélienne ou sahélo-soudanienne. Déjà des agriculteurs se sont procurés des semences auprès de l'INRAN pour engager une production du quinoa dans leurs champs. »

Environnement

La FAO remet à l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte une unité mécanisée de récupération des terres dégradées

Auparavant, les participants à la cérémonie de remise officielle de l'unité mécanisée ont suivi une démonstration de récupération des terres dégradées. C'était l'occasion pour les tractoristes nigériens, formés une semaine avant au Burkina Faso, à faire la preuve de leur capacité à bien utiliser l'engin.



Remise officielle de l'unité mécanisée par le Représentant de la FAO Niger au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Niger M. Attaher Maiga a procédé le 22 mars 2018 à la remise officielle d'une unité mécanisée au Secrétaire Général Adjoint du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le colonel Major Harouna Ali à Gesselbodi, village situé à 30 kilomètres de Niamey. Il est à préciser que cette unité mécanisée est destinée à appuyer la Grande Muraille Verte.

Équipée d'un tracteur et d'une charrue Delfino de 3ème génération, l'unité mécanisée d'une capacité de 20 ha par jour servira à la restauration des terres dégradées ciblées dans le cadre de la mise en œuvre du projet Action Contre la Désertification (ACD) dans les régions de Tillabéry, Dosso et Tahoua.

Le projet «Action contre la désertification» qui est appuyé techniquement et financièrement par l'Union Européenne et la FAO soutient la mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille Verte au Niger dans le but d'améliorer le niveau de vie des communautés rurales et de renforcer la résilience et la productivité des zones arides grâce à la restauration et à la gestion durable des ressources naturelles, tout en stimulant la croissance économique.

Depuis 2014, le projet est engagé dans les actions de restauration des terres, de renforcement des capacités et de diversification des activités économiques des bénéficiaires.

En remettant l'engin, le Représentant de la FAO au Niger a dit que «cet équipement de dernière génération vient à point nommé pour accélérer la récupération des terres dégradées.» Avec une capacité de 20 hectares de demi lunes par jour, Mr Attaher MAIGA s'est dit réjoui que la FAO contribue ainsi à l'atteinte de l'objectif du projet ACD à savoir lutter contre la désertification tout en améliorant la résilience des populations. Il a par ailleurs appelé à une exploitation judicieuse de cet outil qui est le fruit d'un important investissement.

En recevant les clés de l'unité mécanisée, le Secrétaire Général Adjoint du Ministère de l'environnement et du développement durable a loué l'exemplarité de la coopération entre la FAO et le Niger en général et avec son Ministère en particulier. Avec cette machine dira le colonel Major Harouna ALI « nous irons au-delà de notre objectif qui est de 50 000 hectares de terres à récupérer cette année ». Il a par ailleurs assuré que l'engin sera utilisé à bon escient.



©FAO/Inazadan Mounkaila

Objectifs et résultats attendus du projet ACD

La composante nationale du projet « Action Contre la Désertification » vise à contribuer à l'amplification des bonnes pratiques en matière de Gestion Durable des Terres et à porter à l'échelle ces acquis en vue de renforcer le processus de reverdissement du Sahel (*Regreening of the Sahel*) dont le Niger est un des champions reconnus au plan international.

De manière spécifique, le projet vise les objectifs suivants :

- Créer un environnement favorable à la coordination et à la collaboration entre les acteurs et renforcer leurs capacités ;
- Amplifier les bonnes pratiques et technologies en matière de gestion durable des terres/forêts sur au moins 12.000 ha et accélérer la mise en œuvre du plan d'action de la Grande Muraille Verte au Niger.
- Capitaliser les bonnes pratiques et leçons apprises de la mise en œuvre du projet et les diffuser dans les autres Communes concernées par l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte et les partager avec les autres pays de l'Initiative de la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel dans le monde.

Il est attendu de la mise en œuvre de ce projet les résultats suivants :

Résultat 1: Un environnement favorable est créé et les capacités des organisations gouvernementales, non gouvernementales et des parties prenantes compétentes sont renforcées dans les pays ACP pour leur permettre de mener à bien des travaux intersectoriels efficaces comme la planification, le financement, la budgétisation, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des efforts déployés pour assurer une gestion durable et une restauration des terres/forêts au niveau «paysage».

Résultat 2: Les collectivités locales, les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux (notamment les jeunes, les femmes et la société civile) dans les unités de paysage choisies ont adopté et utilisent des pratiques et technologies améliorées de gestion durable des terres/forêts dans le cadre de la mise en œuvre de leurs plans d'action de la Grande Muraille Verte.

Résultat 3: Les connaissances et la sensibilisation sont améliorées au sein des publics cibles et acteurs clés de l'Union européenne et des pays ACP concernant les causes et les mesures appropriées à prendre pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres et améliorer la résilience face aux changements climatiques, tout en améliorant les moyens d'existence durables.

Environnement

Les communautés bénéficiaires du projet ACD réaffirment leur engagement en faveur de la gestion durable de l'environnement



Réunion de la communauté bénéficiaire des actions de ACD de la commune urbaine de Téra

La mission de l'équipe du projet « Action Contre la Désertification (ACD) » du 5 Février 2018 à Téra a constaté que l'adoption de la machine Delfino pour la confection des demi-lunes au détriment du travail manuel n'a pas émoussé l'enthousiasme et l'ardeur des populations autour du projet ACD. Au contraire, elles s'y sont investies en réorientant leurs intérêts vers d'autres filières en lien avec le même projet. M. Soumana Siddo du village de Doumba explique les raisons. Pour lui: « depuis que nous avons vu que la machine récupère plus de terres que nos simples mains, depuis que nous avons compris que nous pouvons gagner mieux avec le même projet en faisant autres chose que creuser des demi lunes à la main, nous avons choisi de mettre l'accent sur la production de plant en pépinière et la récolte des semences d'herbacées et de ligneux. La vente des plants et des semences nous procure de revenus substantiels. »

Les uns après les autres, les différents comités villageois de gestion/ACD de Téra se sont mis à l'œuvre pour tirer parti des avantages à s'organiser en filière car, en plus des semences et des plants vendus, ils pourront aussi vendre du fourrage et offrir leur service pour l'ensemencement des terres à restaurer. « Il faut être paresseux pour ne pas profiter. Moi, je gagne 50 à 100 000 F CFA en vendant le fourrage » dira Idrissa Boukari de Baguirga, village situé à 7 kilomètres de la commune de Téra. Mais pour davantage harmoniser leurs actions surtout sur la définition des prix des différents produits et services offerts et parler d'une même voix, les comité de gestion de l'ACD de la communes de Téra ont décidé de se regrouper à travers une organisation dénommée «Union des groupements des comités de gestion villageois: TUNE-BONSE SADJO MA ZADA qui signifie « agissons pour la restauration des terres dégradées ». L'union est créée pour une durée de 99 ans conformément aux textes qui régissent les associations au Niger et vise, entre autres objectifs, l'amélioration de la gestion durable des terres ainsi que le développement des initiatives en faveur des plus démunis, la sensibilisation des populations sur les questions environnementales, la collecte des semences herbacées et ligneuses et produire des plants en vue de leur plantation sur les sites restaurés.

A peine installée l'Union des Coges/ ACD de Téra s'est mise en ordre de combat pour mieux être en phase avec les objectifs du projet à savoir contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la résilience face aux changements climatiques. Le trésorier de l'union soutient qu'il y a intérêt à s'unir : « voyez-vous nous avons ensemble fixé des prix avec lesquels nous irons aux négociations avec le projet. Pour les semences herbacées nos prix varient de 12 500 F CFA à 17 500 F CFA. On est ouvert aux négociations ».

Au Niger, le projet Action contre la désertification couvre 12 communes des

régions de Tillabéry, Tahoua et Dosso. Environ 116 000 habitants dont plus de 50% de femmes bénéficient des retombées du projet.

Dans la commune de Téra, les populations sont de plus conscientes que la dégradation des terres n'est pas encore irréversible. Les résultats préliminaires du projet ACD en matière de restauration sont encourageants et suffisamment convaincants. Pour le 2ème vice-maire de Téra « en se regroupant ainsi les populations bénéficiaires du projet ACD font la démonstration qu'elles militent désormais pour la sauvegarde de leur environnement. Cependant, il est temps de mettre à l'échelle la restauration pour faire face aux énormes défis ». En 2018, ACD prévoit d'étendre les activités en Afrique sur une superficie estimée à 18 000 hectares, dont 6 000 hectares environ au Niger, en accélérant la préparation du sol en combinant la mécanisation, la traction animale et le travail manuel.

Hassane Abdoulaye gagne sa vie grâce aux activités du projet ACD

Né en 1980 à Handaga, une localité distante d'une vingtaine de kilomètres de Téra, le chef-lieu de commune, Hassane Abdoulaye est un des bénéficiaires des activités du projet Action Contre la Désertification. Il affirme gagner sa vie grâce aux activités du projet.



« Ce qui me lie au projet est une belle histoire. Avant pour subvenir à mes besoins et comme tous les jeunes de mon âge, je parlais en exode. Je parlais au Burkina Faso voisin à Bobo Dioulasso précisément où je travaillais dur pour trouver de quoi aider ma famille à se supporter. Avec les activités du projet dans handaga, mon village et très vite, j'ai compris qu'il y a mieux à gagner que d'aller en exode. Grâce au projet, j'ai appris plusieurs techniques qui me permettent aujourd'hui de faire face à mes besoins alimentaires et ceux de ma famille. C'est aussi le cas chez beaucoup de bénéficiaires du projet. Avant l'arrivée des machines, je confectionnais les demi-lunes à la main et je gagnais 1500 F CFA par jour. Maintenant que le travail est fait par la machine je profite beaucoup d'autres activités liées au projet. L'année dernière par exemple, j'ai gagné 120 000 f CFA pour l'entretien de la pépinière, 60 000 f CFA pour la plantation d'arbres sur les site restaurés et gagné 6 000 f CFA par jour dans les activités d'ensemencement de ces mêmes sites en espèces fourragères. Ce n'est pas tout puisqu'en fin de saison je récolte et revends les semences et le fourrage, là aussi, c'est de l'argent que je gagne. En clair, tout doucement je commence à sortir de l'extrême pauvreté. Je suis convaincu qu'après les interventions du projet, je ne retomberais plus jamais, plaise à Dieu, dans la pauvreté, c'est fini ça. J'ai appris la belle leçon selon laquelle « mieux nous entretenons notre environnement, mieux nous pouvons nous prendre en charge ». Au village de Handaga, tout comme les autres habitants, je me suis aperçu qu'avec les activités autour de nos ressources naturelles, nous sommes parvenus à vaincre la faim, à mieux nous habiller et même à reconstituer notre cheptel de petits ruminants, nous avons tous été inspirés de continuer à gérer durablement nos terres.

Adieu pauvreté, je te hais!!! »

A la découverte de la FAO

Le Nouveau Représentant de la FAO au Niger rencontre les partenaires

M. Attaher Maiga, le nouveau Représentant de la FAO au Niger a pris officiellement fonction le 29 janvier 2018. Après la rencontre de prise de contact avec l'équipe de la représentation, il est allé remettre sa lettre d'accréditation au Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Etranger M. Ibrahim Yacoubou. Ensuite, il a rencontré les partenaires auxquels il a réaffirmé l'engagement de la FAO d'accompagner le Niger afin de lui

permettre d'atteindre ses objectifs de développement en rapport surtout avec le domaine d'intervention de son organisation qui est la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les différents partenaires rencontrés lui ont promis une excellence collaboration et ont exprimé leur disponibilité pour soutenir la FAO dans sa noble mission d'aider à construire un monde libéré de la faim. Voilà quelques rencontres en images.



©FAO/Moumouni Agali



FAO/Moumouni Agali



©FAO/Moumouni Agali

Rencontre avec le personnel de la représentation de la FAO au Niger.



©FAO/Moumouni Agali



©FAO/Moumouni Agali



©FAO/Moumouni Agali

Rencontre avec M. Albadé Abouba, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage.



©FAO/Moumouni Agali



©FAO/Moumouni Agali



©FAO/Moumouni Agali

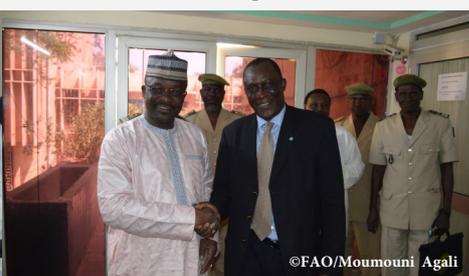
Rencontre avec M. Ali Bety, Haut-Commissaire à l'Initiative 3 N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens ».



©FAO/Moumouni Agali



©FAO/Moumouni Agali



©FAO/Moumouni Agali

Rencontre avec M. Almoustapha Garba, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable.

Directeur de publication

M. Attaher Maiga,
Représentant de la FAO au Niger

Conception et Mise en page

M. Moumouni Agali

Comité de Rédaction

M. Luc Genot
Dr Saley Amadou
M. Bachir Maliki
M. Pazou Judicael
M. Moumouni Agali

Ont collaboré à ce numéro

M. Inazadan Mounkaila

Retrouvez nous sur :

www.fao.org/niger/fr
www.twitter.com/FAONiger
1327, Avenue du fleuve Niger
BP: 11246 Niamey –Niger
Tél.: +22720722962
Email: fao-ne@fao.org